- du Directeur de l'Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, ou de son représentant;
- du Président-Directeur Général de l'Office des Céréales, Légumineuses, Alimentaires et Autres Produits Agricoles ou de son représentant;
- d'un représentant de l'Union Nationale des Agriculteurs Tunisiens;
- d'un représentant de la Coopérative de Semences;
- du Chef de Laboratoire de Génétique de l'Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, secrétaire.

ART. 8. — Les modalités relatives à l'inscription au registre prévu à l'article premier du présent décret, au contrôle de la production, aux conditions de vente et de circulation des semences ainsi que toutes autres dispositions concernant les céréales de semences seront fixées par arrêté du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

ART. 9. — Sans préjudice des sanctions prévues par les décrets susvisés du 10 octobre 1919 et du 3 juin 1889, toute infraction au présent décret et aux textes pris pour son application est passible des sanctions prévues par la législation en vigueur en matière de céréales.

ART. 10. — Le décret susvisé du 23 janvier 1947 est abrogé.

ART. 11. — Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale et le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 14 septembre 1966.

P. Le Président de la République Tunisienne :
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,

BAHI LADGHAM.

EXPROPRIATION

Décret N° 66-351 du 15 septembre 1966, portant expropriation pour cause d'utilité publique, en vue de l'agrandissement du Collège Moyen du Livre de divers immeubles sis à Tunis, Place du Leader.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 9 mars 1939, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale et à l'Education Nationale;

Décretions :

ARTICLE PREMIER. — Sont expropriées pour cause d'utilité publique au profit du Domaine Privé de l'Etat divers immeubles sis à Tunis, Place du Leader, nécessaires à l'agrandissement du Collège moyen du Livre, limités par un liséré rouge sur le plan ci-joint et désignés sur le tableau ci-après :

N° d'ordre	SITUATION de l'immeuble	NATURE des titres	SUPERFICIE	N O M S des propriétaires ou prsumés tels
1	Tunis. Place du Léader	Non immatriculé	970 m2.,	Hadj Mohamed ben Hassen Négriche
2	Tunis. Place du Léader	Non immatriculé	20 m2.,	Abbès ben Hadj Yahia
3	Tunis. Place du Léader	Non immatriculé	293 m2., 39	Héritiers Abdelaziz Hachiche
TOTAL			1.283 m2., 39	

ART. 2. — Sont également expropriés tous les droits mobiliers et immobiliers qui grèvent ou pourraient grever les dits immeubles.

ART. 3. — L'expropriation est déclarée urgente.

ART. 4. — Les Secrétaires d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale et à l'Education Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 15 septembre 1966

P. Le Président de la République Tunisienne :
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,

BAHI LADGHAM.

NOMINATION

Par décret N° 66-352 du 15 septembre 1966 :

Monsieur Mohamed Habib Aziö, Ingénieur Principal, au Sous-Secrétariat d'Etat à l'Agriculture, est chargé des fonctions de Commissaire Régional au Développement Agricole, à compter du 1^{er} septembre 1966.

NOMINATION

Par décret N° 66-361 du 19 septembre 1966 :

Monsieur Hédi Mabrouk est nommé à compter du 19 août 1966 Président-Directeur Général de l'Office National du Textile en remplacement de Monsieur Mahmoud Bel Hassine, appelé à d'autres fonctions.

Par décret N° 66-362 du 19 septembre 1966 :

Monsieur Mekki Zidi est nommé à compter du 19 août 1966 Président-Directeur Général de la Société Tunisienne de Constructions et de Réparations Mécaniques et Navales, en remplacement de Monsieur Hédi Mabrouk appelé à d'autres fonctions.

BOULANGERIE

Arrêté du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale du 14 septembre 1966 complétant et modifiant l'arrêté du 20 janvier 1956 réglementant le commerce de la boulangerie.

Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale,

Vu le décret du 19 janvier 1956, relatif au commerce de la boulangerie, à la fabrication et à la vente du pain;

Vu l'arrêté du 20 janvier 1956, réglementant le commerce de la boulangerie;

Vu l'avis de la commission de contrôle de la boulangerie;

Vu l'avis des Sous-Secrétaires d'Etat à l'Agriculture et à l'Industrie et au Commerce,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 2 « Succursales et dépôts de pain », de l'article 4 de l'arrêté susvisé du 20 janvier 1956, est complété par l'alinéa ci-après :

« L'ouverture de succursales et dépôts de vente de pain par les commerçants revendeurs doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'Office des Céréales ».

ART. 2 — L'article 4 de l'arrêté susvisé du 20 janvier 1956 est complété par le 3ème paragraphe ci-après :

3° Domiciliation des revendeurs.

« Les revendeurs de pain doivent s'approvisionner chez un seul fournisseur de pain à leur choix (Société ou Coopérative) auquel ils sont liés par un contrat de fournitures qui devra être soumis au visa préalable de l'Office des Céréales.

Ils seront également responsables, vis-à-vis des autorités de contrôle, de la qualité et du poids légal du pain vendu par leurs soins.

Ils sont tenus d'indiquer dans leurs magasins de vente d'une manière apparente et en caractères bien lisibles, la raison sociale, l'adresse exacte et le numéro de la carte professionnelle de leur fournisseur ».

ART. 3 — Le dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté susvisé du 20 janvier 1956 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

ART. 5 — Dernier alinéa (nouveau).

« Les livreurs sont intégrés dans le cadre du personnel salarié de la Société ou Coopérative de Boulangerie dont ils relèvent.

Ils doivent être titulaires de la carte d'ouvrier boulanger et munis d'une plaque délivrée par leur employeur indiquant la raison sociale et l'adresse de ce dernier ».

Tunis, le 14 septembre 1966

*Le Secrétaire d'Etat au Plan
et à l'Economie Nationale,*

AHMED BEN SALAH.

Vu :

L. Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM

Arrêté du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 14 septembre 1966 relatif à l'inscription au registre des variétés de céréales, aux conditions de production, de commercialisation et de circulation des céréales de semences.

Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi n° 61-65 du 30 décembre 1961, portant loi de finances pour la gestion 1962 et notamment son article 13;

Vu le décret-loi n° 62-10 du 3 avril 1962, portant création d'un Office des Céréales, Légumineuses Alimentaires et Autres Produits Agricoles ratifié par la loi n° 62-18 du 24 mai 1962;

Vu le décret n° 66-348 du 14 septembre 1966, créant à l'Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie un registre des variétés de semences et notamment son article 8;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1951, relatif à l'inscription au registre des variétés de céréales et aux conditions de production, de contrôle, d'achat, de circulation et de vente de céréales de semences.

Arrête :

Inscription

ARTICLE PREMIER. — Toute demande d'inscription au registre des variétés de céréales, prévue par le décret susvisé n° 66-348 du 14 septembre 1966 doit être adressée, par lettre recommandée, au Directeur de l'Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie avant le 1^{er} octobre de chaque année.

Elle doit être établie sur une formule conforme au modèle annexé au présent arrêté.

Elle doit être accompagnée d'un échantillon de 5 kgs de semence et de 50 épis récoltés à maturité. Une partie de ces échantillons sera conservée en sacs plombés, le reste servira aux essais et épreuves prévus à l'article 2.

Chacune des variétés proposées doit faire l'objet d'une demande distincte.

La demande d'inscription donne lieu à la perception par l'I.N.R.A.T. d'un droit forfaitaire de 100 Dinars.

ART. 2. — Toute variété, dont l'inscription est demandée, sera soumise à des essais comparatifs pendant une durée de 4 ans au moins, de 5 ans au plus, selon la décision motivée du Directeur de l'I.N.R.A.T.

La poursuite de ces essais donne lieu à la perception d'une indemnité forfaitaire de 10 Dinars chaque année, à partir de la deuxième année.

ART. 3. — Seules les lignées pures sont admises à figurer au registre des variétés de céréales. En conséquence toute variété, dont l'inscription aura été demandée et qui, au terme de la première année d'épreuves, se révélera impure, sera automatiquement ajournée. Il appartiendra à l'obteneur d'achever, s'il le désire, le travail de sélection généalogique avant de formuler une nouvelle demande d'inscription dans les conditions prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ART. 4. — A l'issue de ces essais, l'inscription est prononcée ou refusée par la commission d'inscription prévue à l'article 7 du décret susvisé n° 66-348 du 14 septembre 1966. L'obteneur a le libre choix du nom sous lequel la variété est inscrite et commercialisée; toutefois une même variété ne peut être vendue sous deux noms différents. D'autre part si le nom choisi par l'obteneur prête à confusion avec celui d'une autre variété, il peut être tenu d'en proposer un autre.

Le nom de la variété, après son inscription sur le registre des variétés de céréales de semences, pourra être déposé dans les conditions prévues par le décret du 3 juin 1889, modifié par les décrets des 22 octobre 1892, 7 avril 1908 et 10 septembre 1936, sur les marques déposées de fabrique et de commerce.

Production des semences

ART. 5. — La production en Tunisie des semences des variétés de céréales inscrites au registre prévu à l'article premier du décret susvisé n° 66-348 du 14 septembre 1966 ne peut être effectuée que sous la responsabilité morale et pénale des établissements de semences publics ou privés agréés par l'Office des Céréales, Légumineuses Alimentaires et Autres Produits Agricoles.

Les établissements de semences agréés peuvent toutefois multiplier des semences chez des particuliers, sur des fermes-coopératives ou sur des fermes appartenant au domaine privé de l'Etat, à la seule condition de se conformer aux prescriptions des articles 8, 11 et 12 du présent arrêté.

ART. 6. — Les établissements désireux de se livrer à la production et à la commercialisation des semences doivent déposer une demande d'agrément auprès de l'Office des Céréales, par la voie hiérarchique pour les établissements publics, ou sur papier timbré en triple exemplaire pour les établissements privés. La décision de l'Office des Céréales sera prise sur le vu d'un rapport favorable du Directeur de l'I.N.R.A.T.

Sont toutefois dispensés de cette demande les établissements ayant obtenu l'agrément par application de l'article 17 de l'arrêté du 22 octobre 1951 et dont l'activité n'aurait subi aucune interruption depuis leur agrément.

ART. 7. — La demande d'agrément peut toujours être rejetée, si la création d'un nouvel établissement n'est pas justifiée par des considérations économiques.

L'obtention de l'agrément implique en outre pour l'établissement de semences l'obligation d'une organisation rationnelle, faute de quoi l'agrément peut être retiré à tout instant.

ART. 8. — Tout établissement de semences agréé, qui désire faire multiplier des semences par un tiers, doit passer avec ce dernier un contrat de multiplication, établi sur papier libre en triple exemplaire. Un exemplaire sera conservé par chacune des parties contractantes, le troisième sera envoyé à l'Office des Céréales.